

LE MARCHÉ DES BUREAUX

Paris | Ile-de-France

LOCATIF & INVESTISSEMENT

S1 2024

p. **04**

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

p. **06**

INDICATEURS ÉCONOMIQUES DE LA FRANCE

p. **07**

LE MARCHÉ LOCATIF

p. **17**

LE MARCHÉ DE L'INVESTISSEMENT

p. **22**

CONTACTS

Introduction



LE MARCHÉ DES BUREAUX FRANCILIENS TIENT LE CAP

Après un essoufflement en 2023, le marché des bureaux franciliens se maintient sur la 1^{ère} moitié de l'année. Au total, 865 690 m² de bureaux ont été commercialisés en Île-de-France durant le 1^{er} semestre 2024, soit une performance stable en comparaison avec la même période en 2023. L'activité locative enregistre cependant un repli de 17 % par rapport à la moyenne des 1^{ers} semestres des dix dernières années. Bien que la rationalisation des surfaces constitue un enjeu majeur pour les entreprises, la demande placée a toutefois été soutenue par le dynamisme des grandes transactions. Au total, 24 transactions supérieures à 5 000 m² ont été recensées en Île-de-France depuis janvier, après 21 au 1^{er} semestre 2023.

L'activité locative pourrait être perturbée au 3^e trimestre compte tenu du contexte politique français (composition d'un nouveau gouvernement après dissolution de l'Assemblée nationale) et de l'ouverture des Jeux Olympiques et Paralympiques en juillet. Pour autant, nous anticipons un atterrissage similaire à 2023, de l'ordre de 1,8 à 1,9 million de m² de bureaux placés.

Les volumes investis en bureaux en Île-de-France, et plus généralement au niveau national, poursuivent leur contraction. En région francilienne, nous recensons ainsi un peu moins d'un milliard d'euros engagés en actifs tertiaires au cours du premier semestre, contre près du triple à mi-année 2023.

Au-delà de ce recul marqué et continu des investissements en bureaux depuis 2020, le contraste s'accroît entre les zones s'appuyant sur un marché locatif équilibré ou sous-offreur, et les secteurs faisant face à des taux de vacance élevés. Cette dichotomie se retrouve dans les valorisations, avec un taux prime au cœur du QCA parisien qui se stabilise, quand certains *marketings* en cours en périphérie sont retirés du marché, faute d'offres satisfaisantes.



Contexte économique

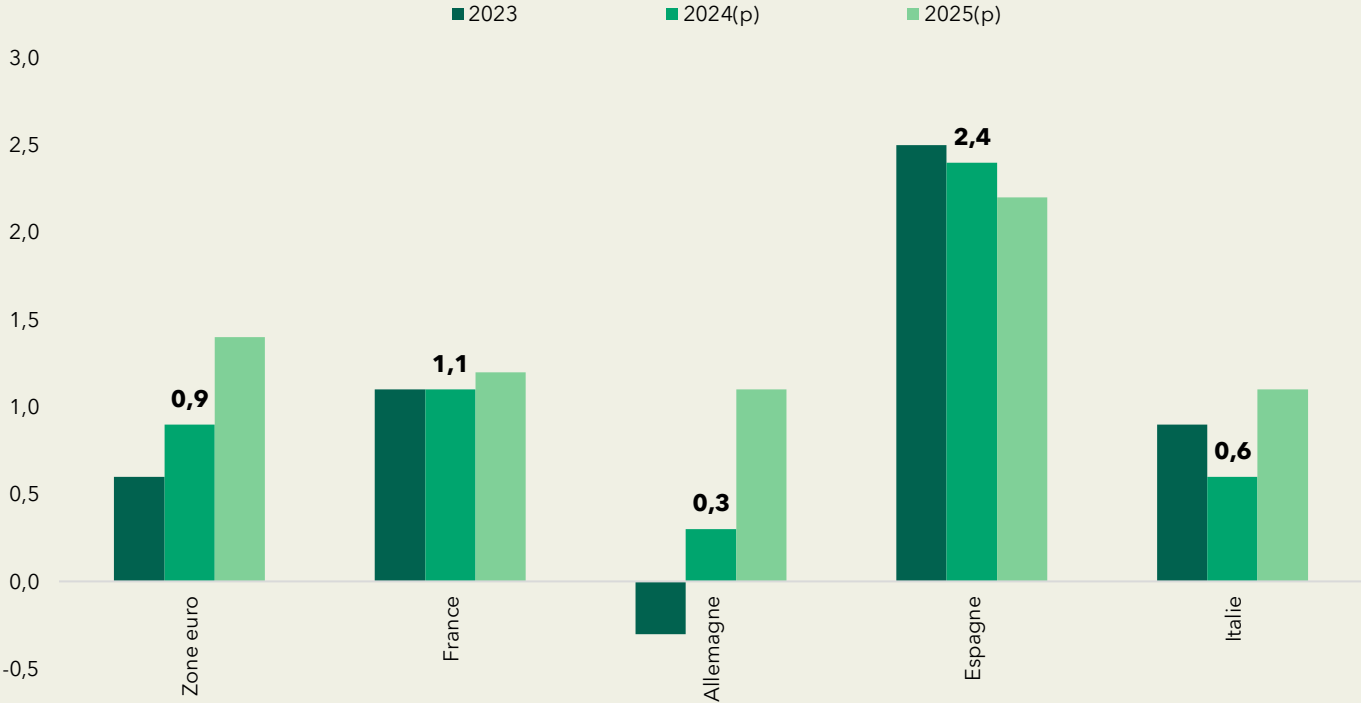
LA ZONE EURO RENOUVE AVEC LA CROISSANCE

Selon les dernières estimations de la Banque Centrale Européenne (BCE), la croissance annuelle de la zone euro est attendue à + 0,9 % en 2024, après + 0,6 % en 2023, et continuera de se redresser en 2025 et 2026 (respectivement + 1,4 % et + 1,6 %). Début le début de l'année, l'activité économique a notamment été soutenue par les exportations nettes ainsi que la hausse de la consommation liée à l'augmentation des revenus des ménages. Si la croissance était jusqu'alors pénalisée par le resserrement de la politique monétaire et le contexte géopolitique incertain, les perspectives semblent s'éclaircir pour la zone euro.

Le reflux de l'inflation contribue également à ce redressement de la croissance. Après une hausse de 5,4 % en 2023 et de 8,4 % en 2022, celle-ci s'établirait en moyenne à 2,5 % en 2024. La hausse des prix devrait continuer à se modérer, avec 2,2 % anticipé par la BCE en 2025 puis 1,9 % en 2026. Dans ce contexte, le marché de l'emploi en zone euro se maintiendrait. Le taux de chômage resterait stable par rapport à 2023, avec 6,5 % anticipé en 2024 et 2025.

Évolution du PIB en Zone euro

En %, en glissement annuel



Contexte économique

STAGNATION DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

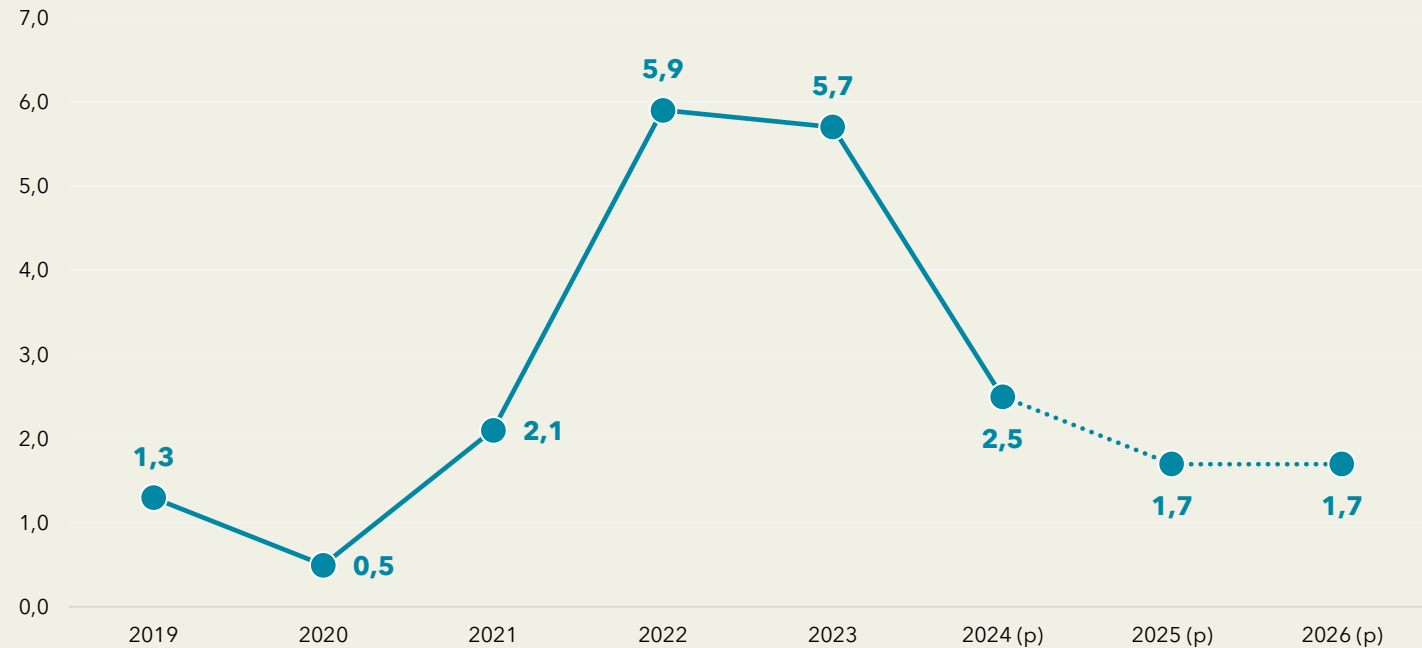
Selon les dernières prévisions de l'INSEE, le PIB est attendu à + 1,1 % en France en 2024 (+ 1,1 % en 2023). Après une augmentation modérée de la croissance au 1^{er} semestre 2024, + 0,2 % au 1^{er} trimestre puis + 0,3 % au 2^e, le 3^e trimestre bénéficiera pleinement de l'effet « Jeux Olympiques ». Celui-ci afficherait + 0,5 %, les JO contribuant à hauteur de + 0,3 point de PIB, avant de décélérer au dernier trimestre (- 0,1 %). À titre de comparaison, ceux de Londres en 2012 avaient généré entre + 0,2 et + 0,4 point de PIB. La croissance gagnera ensuite en vigueur en 2025 et 2026, avec respectivement + 1,2 % et + 1,6 % selon la Banque de France.

Au 2nd semestre 2024, l'activité économique sera également soutenue par le rebond de la consommation et du pouvoir d'achat, lié au reflux des prix et en particulier ceux de l'énergie, des biens manufacturés ainsi que de l'alimentation. Après 5,7 % sur l'ensemble de l'année 2023, l'inflation ralentirait nettement en 2024 pour atteindre 2,5 %, avant de se stabiliser à 1,7 % en 2025 et 2026.

En réponse au ralentissement économique des derniers mois, le taux de chômage s'orientera à la hausse en 2024. Il s'établira à 7,5 % sur l'ensemble de l'année, mais toujours à un niveau très inférieur à la période pré-Covid (8,5 % en 2019). Il poursuivra cette tendance en 2025 (7,8 %) en raison de la mise en place de la réforme des retraites, avant de diminuer de 0,1 point en 2026 suite au rebond de la croissance. Ce ralentissement de l'emploi se traduira également par une hausse des défaillances. Près de 33 000 faillites ont d'ores et déjà été recensées en France au 1^{er} semestre 2024 (+ 17 % en un an), les prévisions laissent cependant à penser que celles-ci devraient désormais refluer. La situation s'est par exemple nettement améliorée pour le commerce de détail, seul le secteur du bâtiment reste encore pénalisé.

Évolution de l'inflation en France

En %, en glissement annuel



Indicateurs économiques de la France

En % des variations annuelles

	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prévisions)	2025 (Prévisions)	2026 (Prévisions)
PIB France	1,9 %	- 7,7 %	6,4 %	2,6 %	1,1 %	1,1 %	1,2 %	1,6 %
PIB Zone Euro	1,3 %	- 6,5 %	5,3 %	3,6 %	0,6 %	0,9 %	1,4 %	1,6 %
Consommation des ménages	1,8 %	- 6,8 %	5,2 %	2,1 %	0,6 %	1,2 %	1,3 %	1,4 %
Taux de chômage	8,5 %	8,0 %	7,9 %	7,3 %	7,3 %	7,5 %	7,8 %	7,7 %
Créations nettes d'emplois ('000)	338	- 199	802	775	322	84	- 61	80
Inflation	1,3 %	0,5 %	2,1 %	5,9 %	5,7 %	2,5 %	1,7 %	1,7 %
Climat des affaires	105,7	92,1	109,0	103,5	100,1	101,1 (Juin)	-	-
Investissement des entreprises	3,5 %	- 8,0 %	11,8 %	3,9 %	2,6 %	0,6 %	1,4 %	2,4 %
Défaillances d'entreprises ('000)	51,5	31,1	27,6	41,3	56,6	33,0 (Juin)	-	-
Déficit public (% du PIB)	- 3,1 %	- 9,0 %	- 6,5 %	- 4,8 %	- 5,5 %	- 5,2 %	- 4,8 %	- 4,1 %
Exportations	1,6 %	- 17,0 %	8,6 %	7,4 %	1,8 %	2,4 %	3,5 %	3,9 %
Importations	2,3 %	- 13,0 %	7,8 %	8,8 %	- 0,2 %	- 0,5 %	3,0 %	3,4 %

LE MARCHÉ LOCATIF

En Ile-de-France

S 1 2 0 2 4

Les chiffres clés de l'Île-de-France

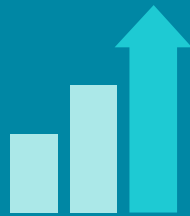
865 690 m²

Demande placée au S1 2024
Stable sur un an



4,95 M m²

Offre immédiatement disponible à fin juin 2024,
soit + 11 % en un an



8,9 %

Taux de vacance à fin juin 2024,
Après 8,0 % en juin 2023



1 045 €/m²/an

Loyer Prime à fin juin 2024,
Soit + 7 % en un an



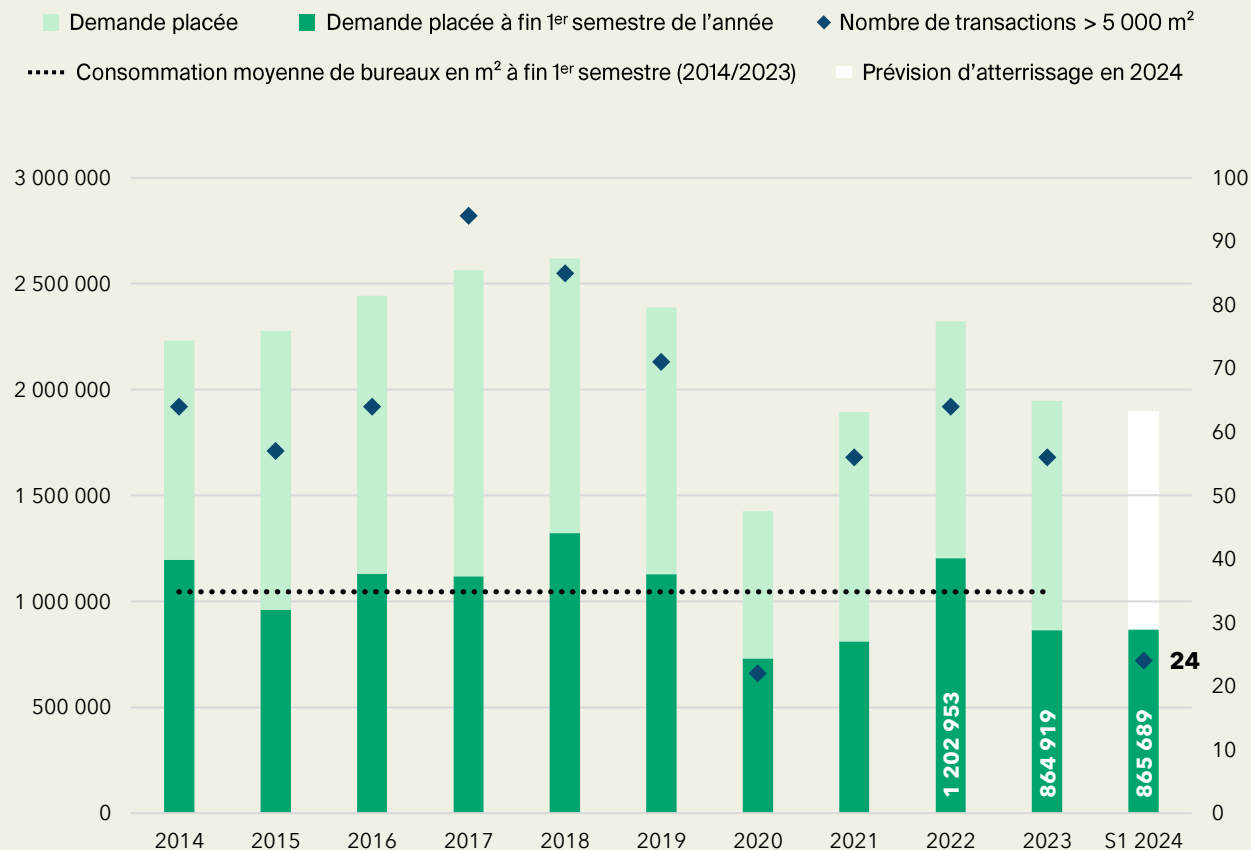
STABILITÉ DES VOLUMES PLACÉS

Après un ralentissement de l'activité locative en 2023, le marché francilien est resté dynamique au 1^{er} semestre 2024. Au total, 865 700 m² de bureaux ont été commercialisés en Île-de-France depuis le début de l'année, soit un volume stable par rapport à la même période en 2023 mais inférieur de 17 % à la moyenne décennale au 1^{er} semestre. Dans le détail, 470 000 m² ont été loués ou acquis par des utilisateurs au 1^{er} trimestre (+ 12 % sur un an) et 396 000 m² supplémentaires entre avril et juin (- 11 %).

Si la demande placée concernant le créneau des grandes surfaces (≥ 5 000 m²) s'oriente à la hausse à fin juin 2024, grâce à la réalisation de 24 transactions depuis janvier (après 21 au S1 2023), la tendance à la rationalisation des surfaces se poursuit. La taille moyenne des prises à bail supérieures à 5 000 m² en Île-de-France atteint 11 200 m² au 1^{er} semestre 2024, soit une hausse de 10 % sur un an mais un niveau inférieur de 14 % en comparaison à la moyenne décennale à la même période. Concernant les autres créneaux, le socle des petites surfaces (< 1 000 m²) reste solide depuis le début de l'année et enregistre une légère hausse des volumes placés (+ 2 % en un an). Les surfaces intermédiaires (1 000 à 5 000 m²) accusent, quant à elles, un repli de 18 % des volumes.

Évolution de la demande placée en Île-de-France

En m²



AU 1S 2024



Sur un an



Par rapport à la moyenne 1S 2014-2023

- 17 %

La **hausse des grandes transactions (>5 000 m²)**, dans un contexte de rationalisation, est de bon augure pour le marché francilien. Le créneau des grandes surfaces devrait rester moteur au 2^e semestre 2024.

24 transactions

Au 1S 2024 (après 21 au 1S 2023)

+ 25 % en un an

Volume placé au 1S 2024

~60 transactions

Attendues en 2024

Évolution du volume placé par tranche de surfaces

En %, en Île-de-France, au 1S 2024

+ 2 %

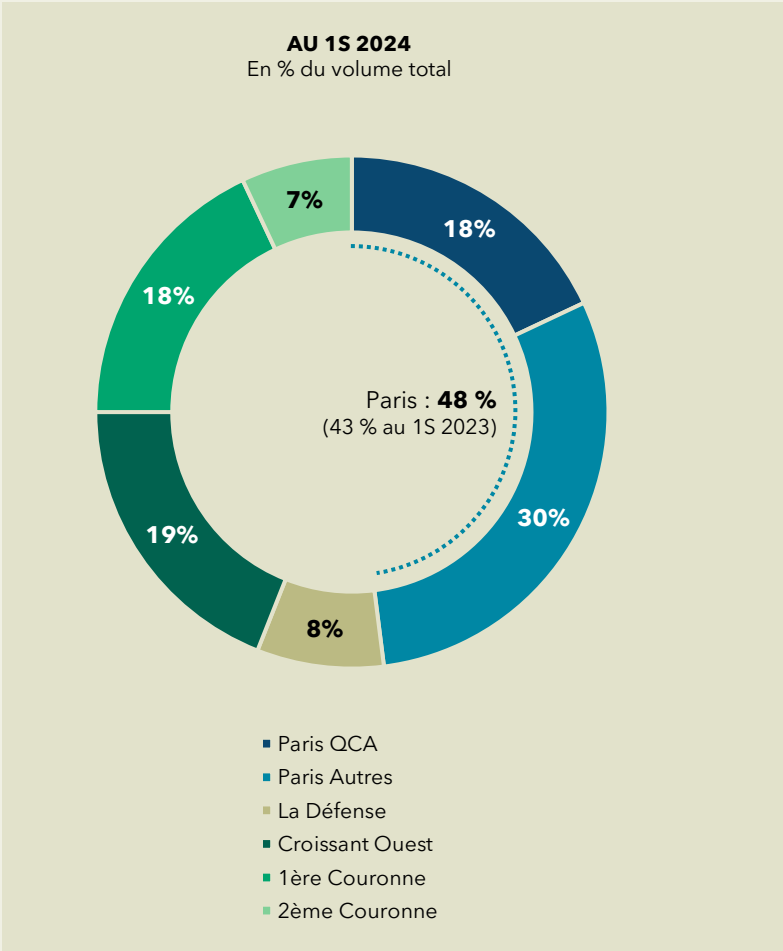
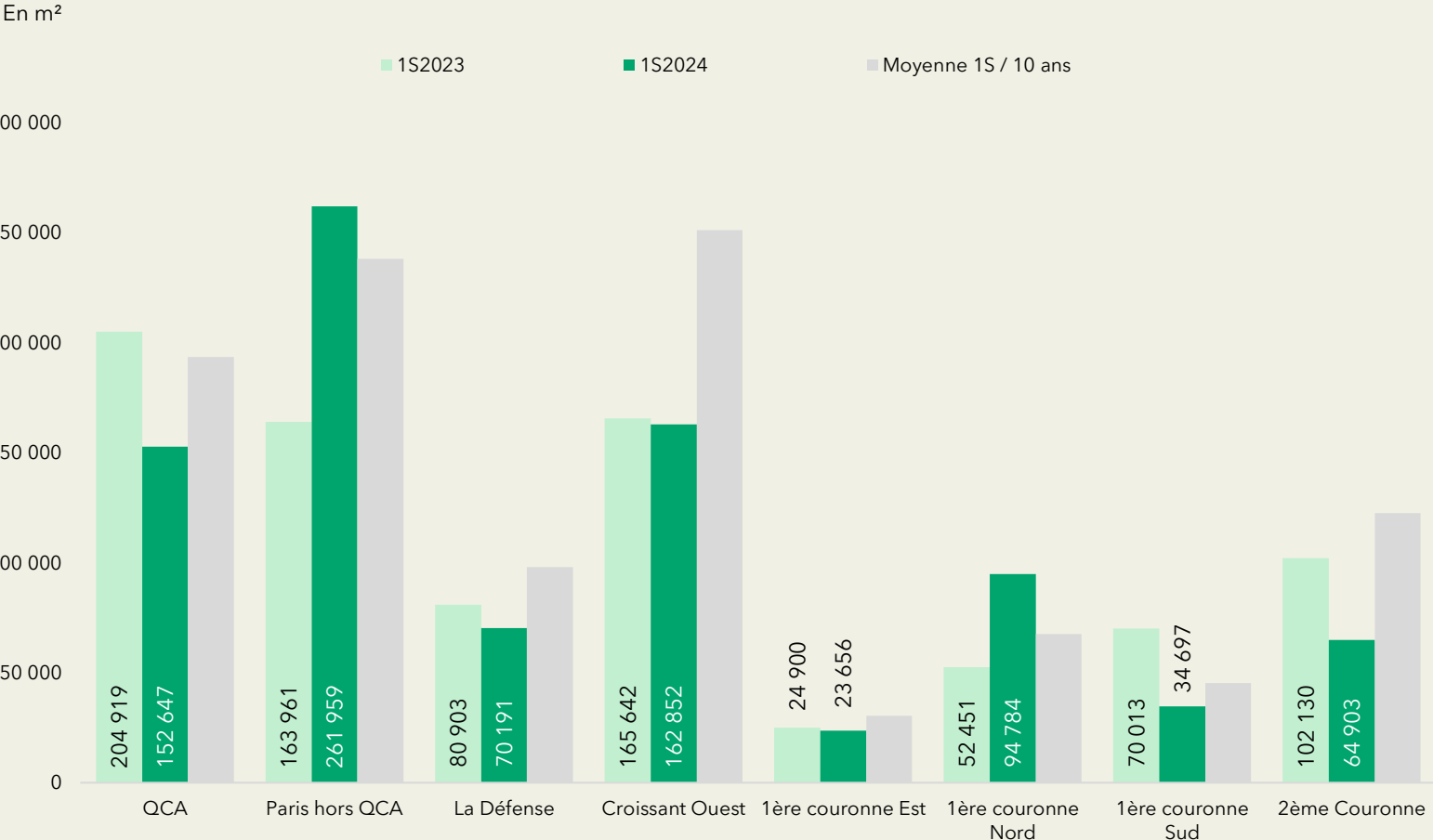
< 1 000 m²

- 18 %

1 000 - 5 000 m²

UN MARCHÉ POLARISÉ

Répartition géographique de la demande placée en Île-de-France



PARIS CAPTE 48 % DE LA DEMANDE PLACÉE

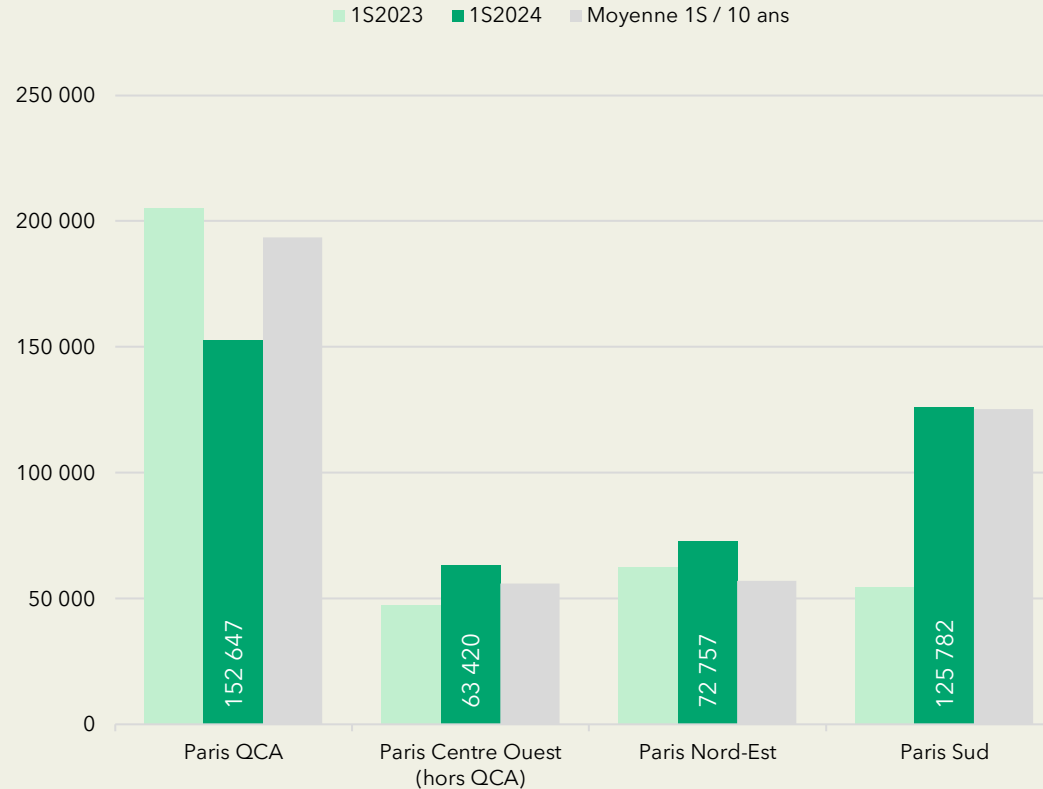
Paris intra-muros concentre 48 % de la demande placée en Île-de-France du 1^{er} semestre 2024, après 43 % en 2023 à la même période. Au total, 414 600 m² de bureaux ont ainsi été consommés depuis le début de l'année, soit un résultat en hausse de 12 % sur un an mais inférieur de 4 % à la moyenne décennale au 1^{er} semestre.

L'activité locative a toutefois été soutenue par la réalisation de plus prises à bail supérieures à 5 000 m². Parmi les 24 signatures >5 000 m² recensées en Île-de-France depuis janvier, 11 ont eu lieu dans Paris. Il s'agissait par exemple de la location de 11 400 m² par la VILLE DE PARIS de l'immeuble « Axiom » dans le 13^e ou bien de plus de 40 000 m² par la CAISSE DES DEPOTS au sein de « The Good One » dans le même arrondissement. Au total, 6 mouvements de plus de 10 000 m² ont été comptabilisés dans Paris, après 2 au 1^{er} semestre 2023.

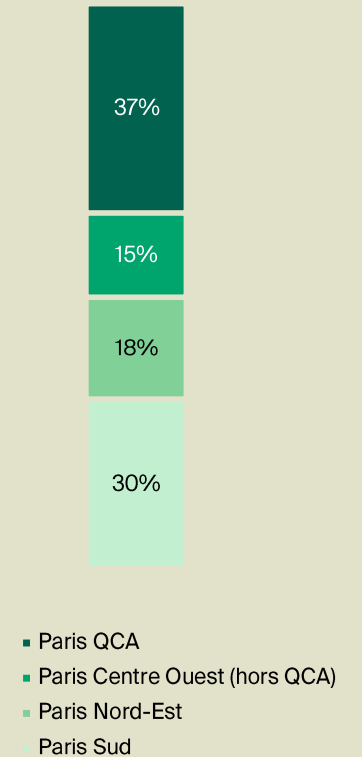
Enfin, la demande placée dans le QCA enregistre au 1^{er} semestre 2024 un repli de 26 % sur un an et de 21 % en comparaison à la moyenne décennale. Ce ralentissement est à relativiser, le secteur captant toujours la part la plus importante des volumes placés dans la Capitale (37 % au 1S 2024, après 56 % en 2023 à la même période et 45 % ces dix dernières années au 1^{er} semestre). La demande exprimée par les utilisateurs traditionnels du quartier d'affaires (finance, luxe, conseil, etc.) reste solide, mais est fortement contrainte par la faiblesse des disponibilités.

Répartition géographique de la demande placée dans Paris

En m²



AU 1S 2024
En % du volume placé dans Paris



HAUSSE DU LOYER PRIME

À la fin du 1^{er} semestre 2024, le loyer prime francilien poursuit sa tendance haussière. Après avoir atteint le seuil symbolique des 1 000 €/m²/an au 3^e trimestre 2023, celui-ci culmine désormais à 1 045 €/m², soit une hausse de 7 % en un an. Bien que les disponibilités soient sensiblement plus importantes dans le QCA à fin juin 2024 (+ 7 % sur un an), le loyer prime pourrait continuer son ascension ces prochains mois en raison de la pénurie d'offres de qualités disponibles dans les plus prestigieux arrondissements.

Quant au loyer moyen parisien, il fléchit légèrement à la fin du 1^{er} semestre, s'établissant à 665 €/m² (- 2 % en un an). Le repli est plus marqué pour le loyer moyen francilien (- 4 %). Enfin, les mesures d'accompagnement restent limitées dans Paris, en particulier dans le QCA, tandis qu'elles sont bien plus conséquentes en périphérie (entre 30 et 40 % selon les secteurs franciliens).

Mesures d'accompagnement

À fin juin 2024

12-15 %

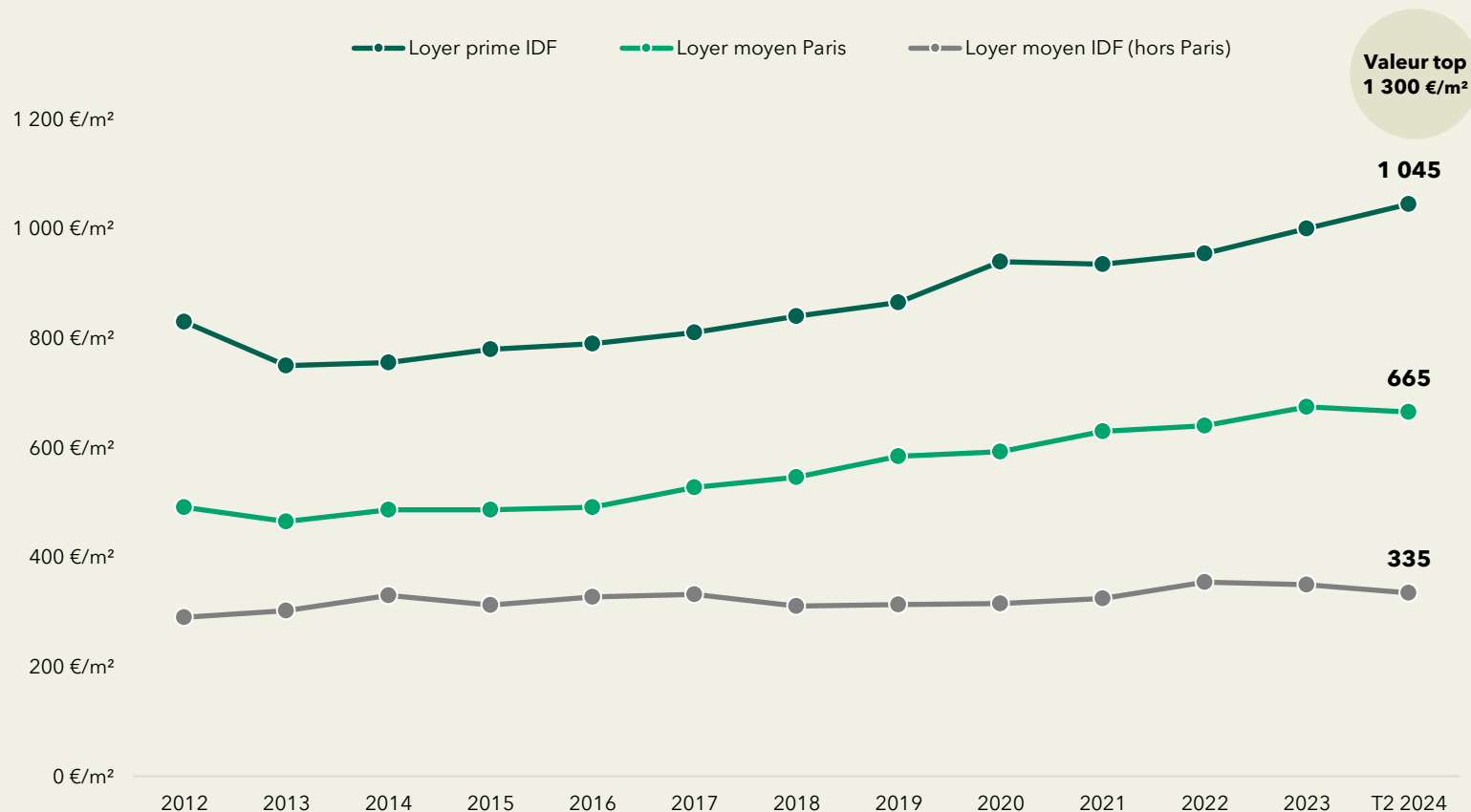
Paris QCA

30-40 %

Île-de-France

Évolution annuelle des loyers

En €/HT/HC/m²/an, en Île-de-France



Valeur top
1 300 €/m²

PRÈS DE 9 % DE VACANCE EN ÎLE-DE-FRANCE

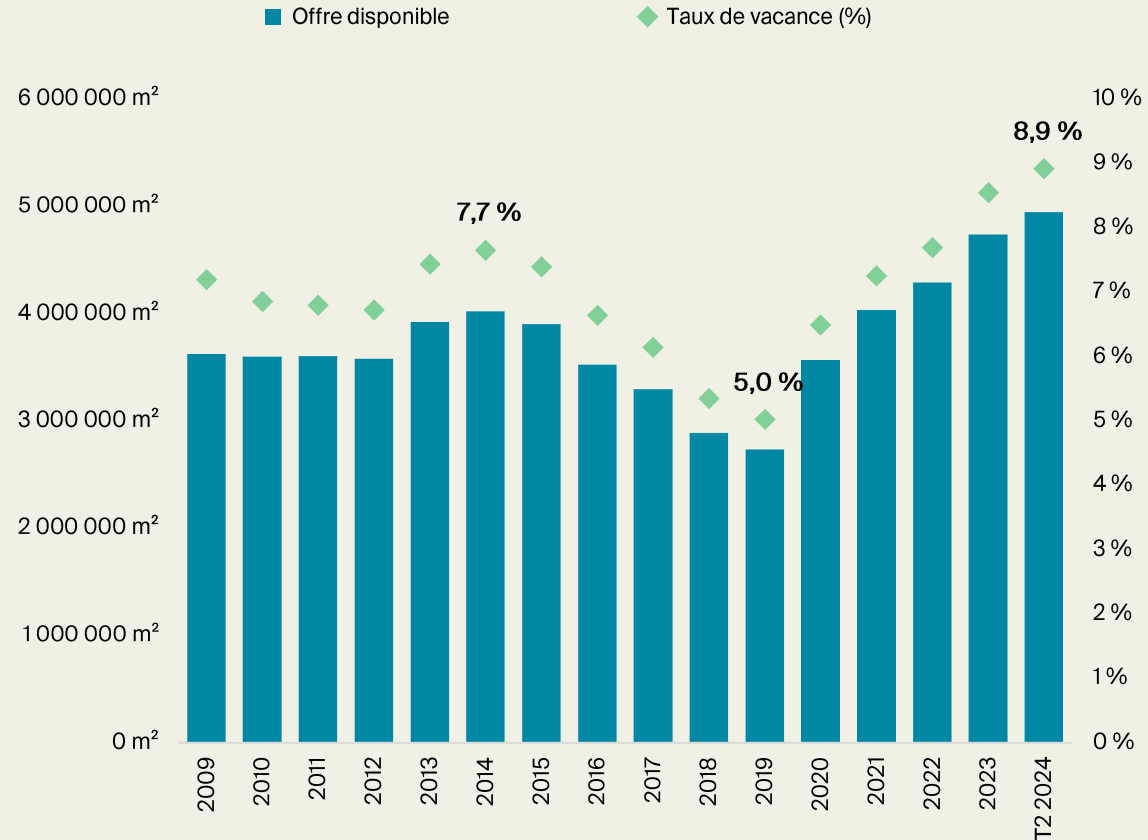
À la fin du 2^e trimestre 2024, près de 4,95 millions de m² de bureaux sont disponibles en Île-de-France. Il s'agit ainsi d'un résultat quasi stable par rapport au trimestre précédent (+ 2 %) et mais supérieur de 11 % au 2^e trimestre 2023. Le taux de vacance culmine ainsi à 8,9 % à fin juin 2024, après 8,0 % à la même période en 2023. Si la majorité des secteurs franciliens enregistre une hausse de l'offre immédiate, la répartition des disponibilités reste toutefois très inégale.

Dans le détail, Paris intra-muros concentre 16 % du stock disponible, soit 767 500 m² (+ 17 % en un an) et un taux de vacance atteignant 4,3 % à la fin du 2^e trimestre 2024 (+ 0,6 point en un an). A l'image de la tendance régionale, le volume d'offres disponibles s'oriente également à la hausse au sein du QCA (+ 7 % sur un an), expliquant une augmentation sensible du taux de vacance. Ce dernier s'établit désormais à 2,7 %, après 2,5 % un an auparavant, soit le niveau le plus faible d'Île-de-France. Celui-ci est plus élevé dans Paris Sud et Paris Nord-Est, respectivement 4,6 % et 7,3 %.

Hors de Paris, l'offre s'est stabilisée à La Défense, où 14,9 % des locaux sont vacants à fin juin 2024. A l'inverse, le stock continue de s'accroître dans le Croissant Ouest (+ 8 % en un an) ainsi qu'en 1^{ère} Couronne (+ 20 %). Les taux de vacance ressortent respectivement à 15,7 % et 17,8 %.

Évolution de l'offre disponible et du taux de vacance

En m², en Île-de-France



À FIN JUIN 2024
Variation sur un an



Offre immédiate

+ 11 %



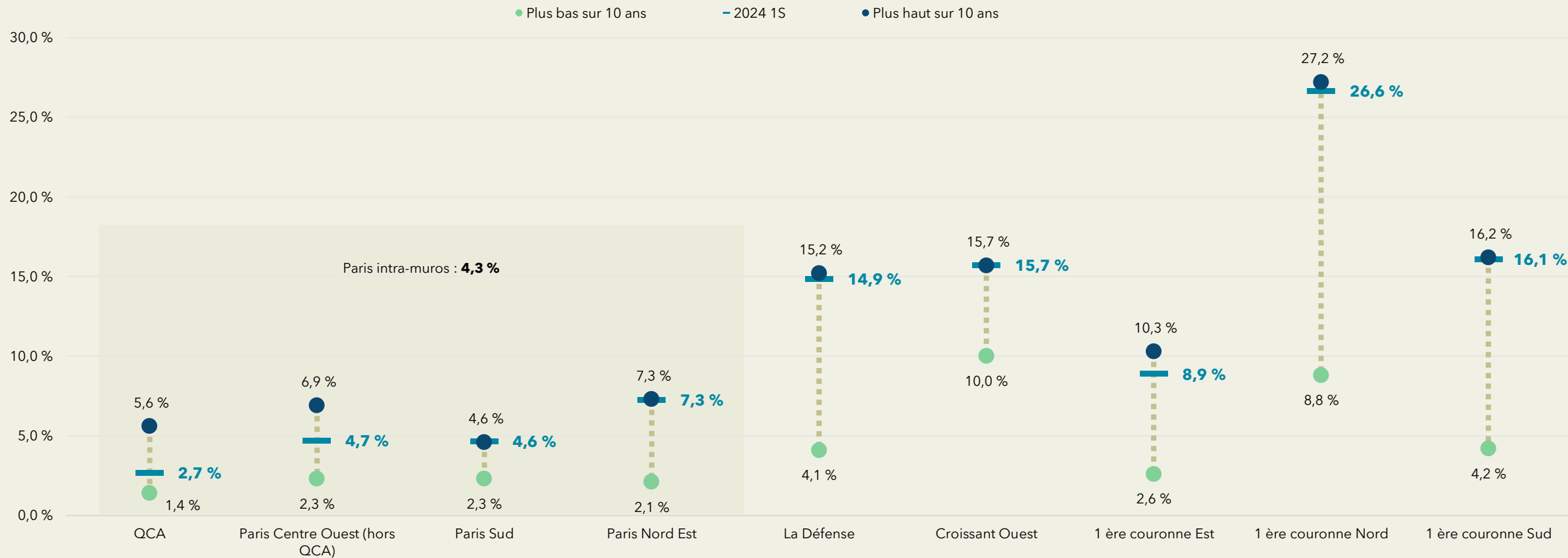
Taux de vacance

+ 0,9 pt

ACCENTUATION DES CONTRASTES

Taux de vacance par secteur géographique

En %, en Île-de-France



REFLUX DE L'OFFRE FUTURE À PARTIR DE 2025

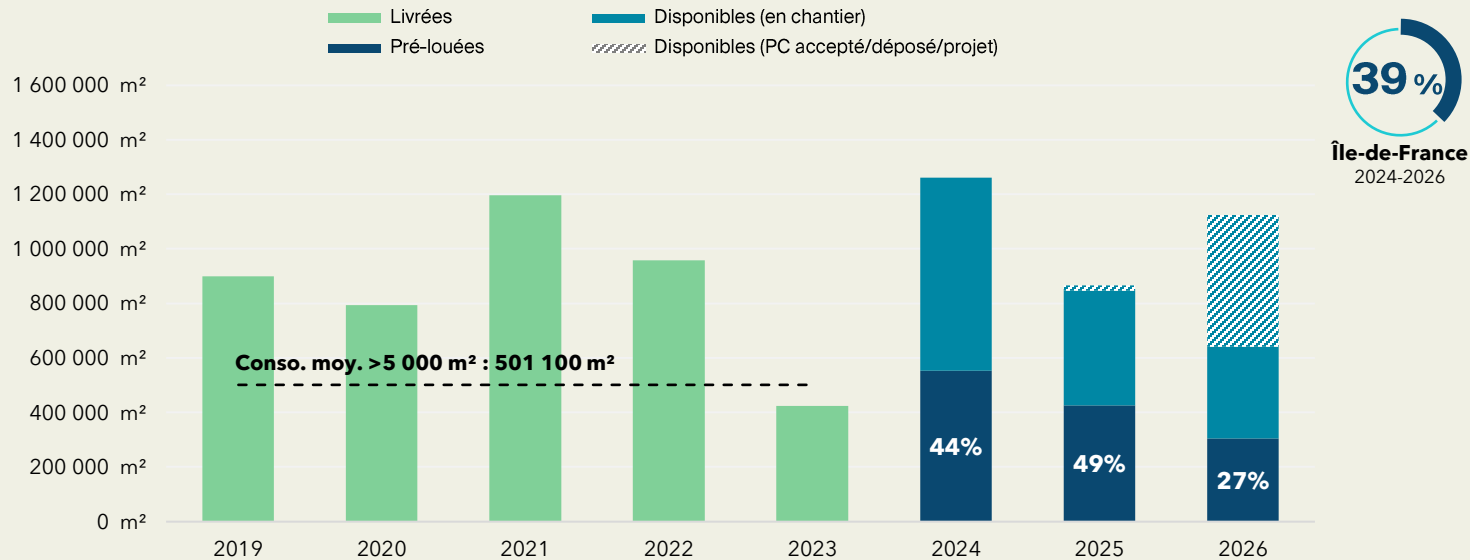
Après un pic enregistré en 2021 puis deux années de ralentissement, le rythme des livraisons s'est fortement accéléré depuis le début de 2024. **32 opérations neuves et restructurées de plus 5 000 m², cumulant 680 500 m² de bureaux, ont été livrées en Île-de-France au 1^{er} semestre 2024**, dont la moitié est encore disponible et alimente le stock d'offres immédiates. De

plus, 581 000 m² supplémentaires sont attendus au 2^e semestre. **Au total, 1,26 million de m² de bureaux devraient être livrés sur l'ensemble de l'année (dont 44 % des surfaces disponibles),** soit un niveau 48 % supérieur à la moyenne des livraisons (>5 000 m²) des cinq dernières années.

Les livraisons diminueront dès 2025, dont la moitié des surfaces ont déjà trouvé preneur. Si plus d'1,1 million de m² sont attendus en 2026, seulement 46 % des surfaces ont été lancées. Plusieurs opérations devraient ainsi être décalées ou la programmation revue afin de davantage coller aux attentes des utilisateurs et aux conditions de marché.

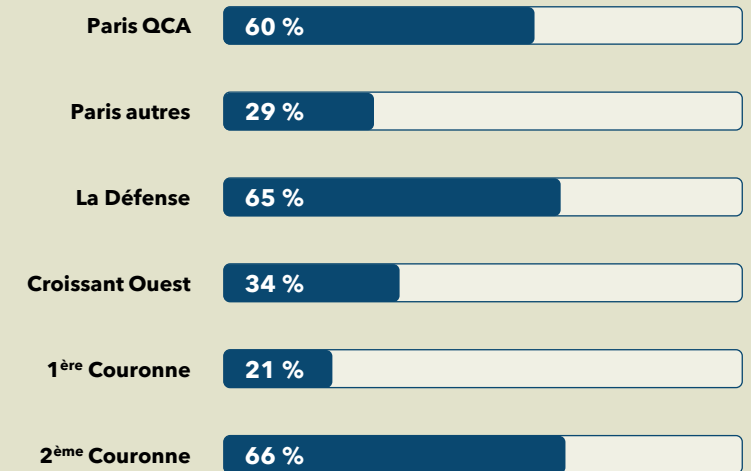
Évolution de l'offre future neuve-restructurée >5 000 m²

En m², en Île-de-France



Taux de précommercialisation*

En %



*Part sur le volume total des m² de bureaux > 5 000 m² en chantier, PC acceptés/déposés, projets et livrés (sur la période 2024 à 2026)

LE MARCHÉ DE L'INVESTISSEMENT

En Ile-de-France

S 1 2 0 2 4

Les chiffres clés de l'Île-de-France



1,6 Md € investis en bureau en France au 1S 2024,
Sur un total de 4,4 Mds € investis (tous types confondus)

Dont **60 %** des volumes investis
en Île-de-France



Les bureaux représentent **38 %** des volumes investis en France
au 1S 2024 (tous types d'actifs confondus - hors portefeuilles
non divisibles),
Après 57 % au 1S 2023



4,25 % - 4,50 %
Taux de rendement prime Paris QCA à fin juin 2024

Après 3,50 % en juin 2023

FORTE BAISSSE DES VOLUMES INVESTIS

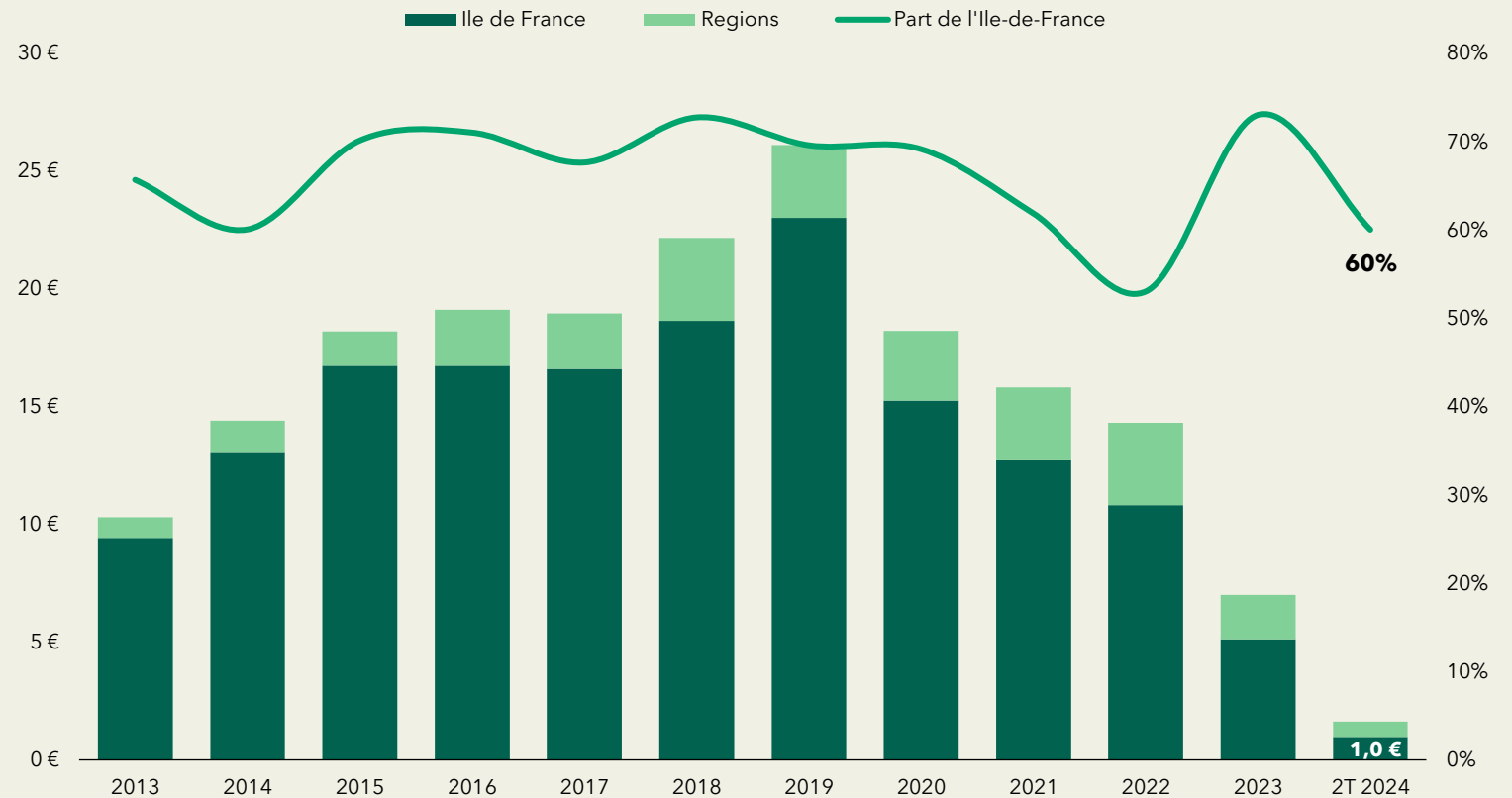
Avec 1,6 milliard d'euros actés, les six premiers mois de l'année 2024 ne démentent pas la tendance observée depuis maintenant 4 ans : la baisse conjointe des volumes investis en bureaux et la part que représente ceux-ci parmi les montants globaux engagés en immobilier d'entreprise (39% au 1er semestre 2024 contre 70% il y a cinq ans). La répartition géographique Île-de-France / Régions reste quant à elle en-deçà des standards historiques pour la région francilienne, avec seulement 60% des acquisitions enregistrées dans l'agglomération parisienne.

En Île-de-France, le phénomène de *flight-to-quality*, exprimé par une recherche de centralité, n'a jamais été aussi prégnant. En effet, le QCA parisien s'alloue une part prépondérante des volumes investis en bureaux en région francilienne, avec les deux tiers des engagements au cours du premier semestre. Profitant d'un marché locatif résolument sous-offreur, ce secteur continue d'attirer aussi bien les investisseurs institutionnels traditionnels que des *family offices*. Inversement, les zones périphériques ayant une dynamique locative plus contrastée restent largement en retrait sur le marché de l'investissement.

En Régions, les taux de vacance restent généralement assez faibles, et les actifs plus liquides et faciles à financer en raison de montants moins élevés. Les principaux animateurs du marché y sont des véhicules dits « jeunes SCPI », alors que le marché peine à trouver un relai de croissance à la baisse d'activité des SCPI « historiques », qui furent les principaux acteurs de la croissance de ces marchés.

Evolution des volumes investis en bureaux

En France, en milliards €



DICHOTOMIE CENTRE - PÉRIPHÉRIES

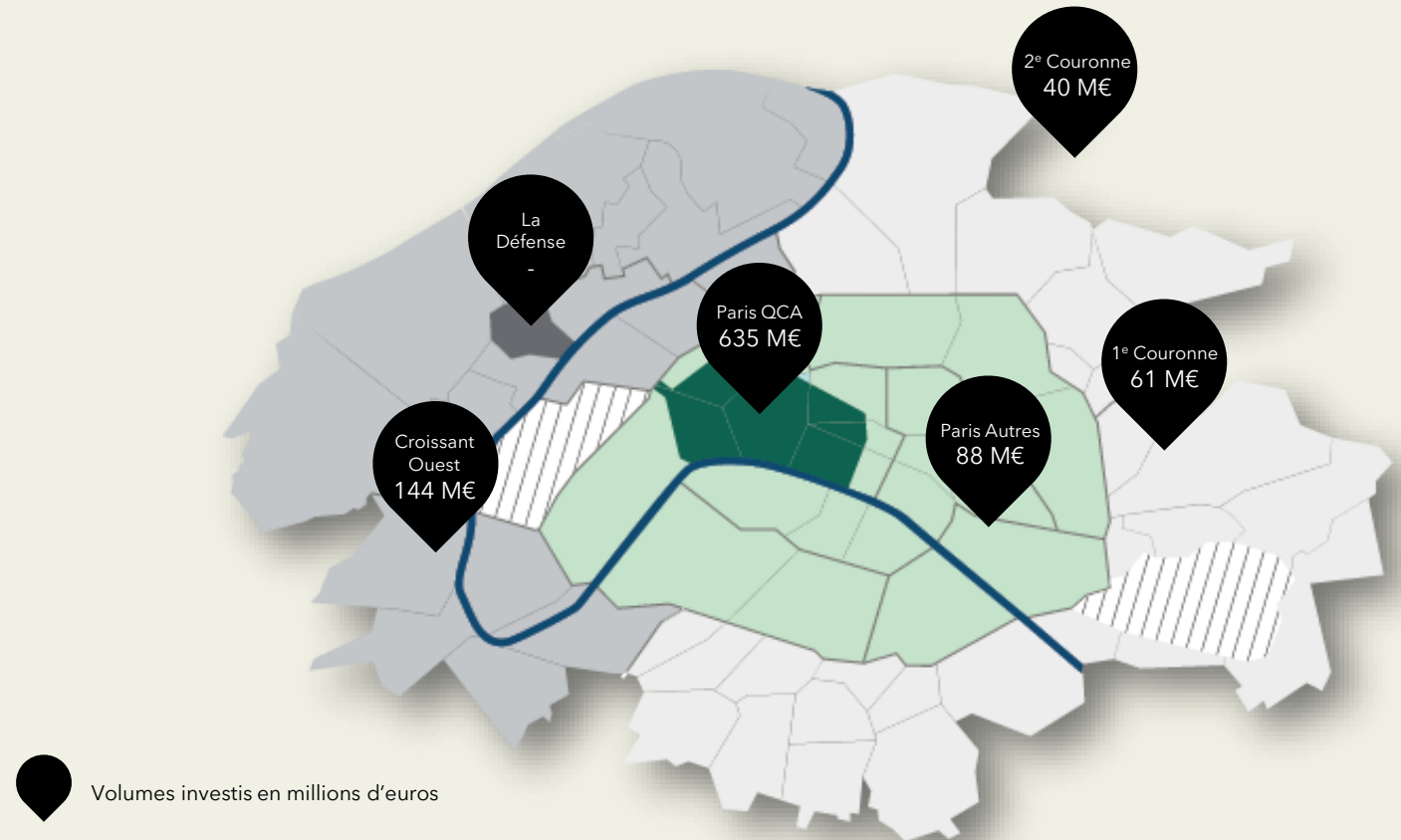
En Ile-de-France, les sommes engagées en bureaux au cours du 1er trimestre 2024 sont restées sous le seuil du milliard d'euros. Ces six premiers mois de l'année s'inscrivent dans la continuité d'un millésime 2023, qui fut l'exercice le moins dynamique depuis 2009.

À la lecture de la répartition géographique des acquisitions en Île-de-France, il ressort que les investisseurs se montrent très sélectifs. En effet, ils privilégient plus que jamais la centralité, le QCA parisien concentrant par conséquent les 2/3 des engagements en bureaux sur le territoire francilien, et près de 40% à l'échelle nationale au 1er semestre. L'ensemble Opéra Gramont, localisé au cœur du 2nd arrondissement parisien, vendu par Deka à Osae pour plus de 100 millions d'euros, est une illustration de l'appétit marqué de la part des investisseurs pour des immeubles disposant d'une adresse de qualité, au sein d'un marché sous-offreur, et présentant un potentiel de réversion locative.

Si l'activité fut globalement atone en périphérie, l'acquisition par Corum AM de l'immeuble In-Situ à Boulogne-Billancourt pour plus de 90 millions d'euros démontre que la Boucle sud et Neuilly-Levallois restent des marchés regardés par les investisseurs. Plus globalement, dans les marchés secondaires les investisseurs continuent d'étudier des projets de transformation pour des actifs de bureaux dits « plantés ».

Répartition géographique des volumes investis en bureaux

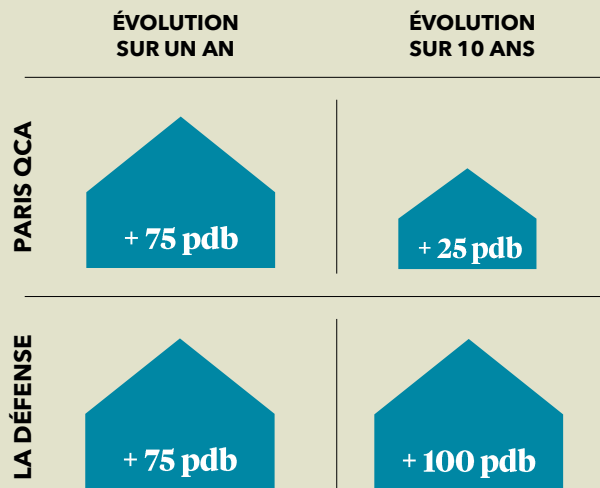
En Île-de-France



STABILITÉ DEPUIS LE DÉBUT D'ANNÉE

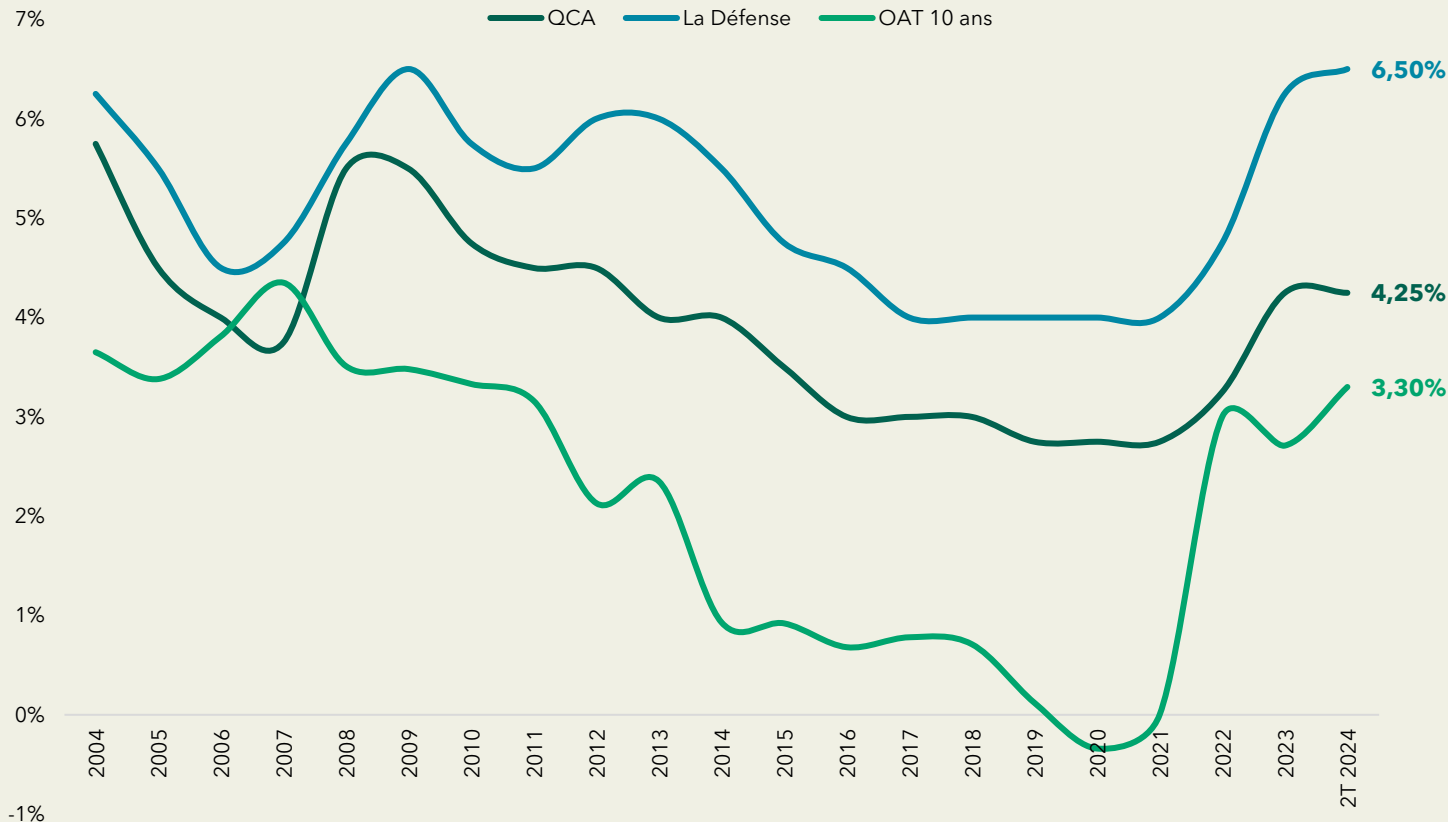
Suite à une nette réduction des taux prime sur une période d'un an à travers l'Île-de-France, le réajustement des prix commence à raviver l'activité. Toutefois, pour certains secteurs tertiaires rencontrant des difficultés, les investisseurs attendent dans l'ensemble une réévaluation plus importante, ce qui entraîne une pause dans certains processus de cession et pousse encore certains vendeurs à retirer leurs actifs du marché.

Les ventes finalisées au cœur du QCA parisien au cours du 2nd trimestre 2024, ainsi que les processus de commercialisations en cours, nous permettent de statuer une stabilisation du taux prime pour le second trimestre de suite. En revanche, la correction se poursuit dans certains secteurs géographiques, que ce soit en agglomération parisienne et dans certaines métropoles régionales.



Taux de rendement prime bureaux

En Île-de-France, en %



Contacts

Département Études & Recherche

Le département Études et Recherche de Knight Frank propose des services d'analyse de marché et de conseil stratégique en immobilier pour de nombreux clients internationaux, qu'ils soient privés, institutionnels ou utilisateurs.

Les données utilisées pour la production de cette étude proviennent de sources reconnues pour leur fiabilité ainsi que des outils Knight Frank de suivi des marchés immobiliers.



Annabelle Vasseur

Deputy Head of Research

+33 (0)1 43 16 64 71
+33 (0)6 43 64 76 88

annabelle.vasseur@fr.knightfrank.com



Clément Rabenandrasana

Research senior analyst

+33 (0)1 43 16 55 96
+33 (0)6 07 61 50 43

clement.rabenandrasana@fr.knightfrank.com

Études récentes

Toutes les études de Knight Frank sont disponibles sur notre site : [KnightFrank.fr](https://www.knightfrank.fr)



Le marché de l'investissement France | 2T 2024

Juillet 2024



Le marché des commerces | Focus sur l'avenue des Champs-Élysées

Juin 2024



Le marché de l'immobilier d'enseignement

Juin 2024



Vincent Bollaert

CEO France

+33 (0)1 43 16 88 90
+33 (0)6 86 48 44 62

vincent.bollaert@fr.knightfrank.com



Guillaume Raquillet

Partner, Head of Office Agency

+33 (0)1 43 16 88 86
+33 (0)6 15 79 46 64

guillaume.raquillet@fr.knightfrank.com



Antoine Grignon

Partner, Head of Capital Markets

+33 (0)1 43 16 88 70
+33 (0)6 73 86 11 02

antoine.grignon@fr.knightfrank.com

© Knight Frank SNC 2023

Le département Études et Recherche de Knight Frank propose des services d'analyse de marché et de conseil stratégique en immobilier pour de nombreux clients internationaux, qu'ils soient privés, institutionnels ou utilisateurs.

Les études de Knight Frank sont disponibles sur le site [KnightFrank.fr](https://www.knightfrank.fr)
Les données utilisées pour la production de cette étude proviennent de sources reconnues pour leur fiabilité ainsi que des outils Knight Frank de suivi des marchés immobiliers.

Malgré la grande attention prêtée à la préparation de cette publication, Knight Frank ne peut en aucun cas être tenu pour responsable d'éventuelles erreurs. En outre, en tant qu'étude de marché générale, ce document ne saurait refléter l'avis de Knight Frank sur des projets ou des immeubles spécifiques. La reproduction de tout ou partie de la présente publication est tolérée, sous réserve expresse d'en indiquer la source.

Crédits images : ©AdobeStock

Knight Frank en bref

Fondé il y a plus de 125 ans en Grande-Bretagne, le groupe Knight Frank apporte aujourd'hui son expertise comme conseil international en immobilier grâce à plus de 20 000 collaborateurs intervenant depuis plus de 600 bureaux dans 50 pays. Sa branche française, créée il y a plus de 50 ans intervient sur le marché de l'immobilier d'entreprise et résidentiel.

Avec plus de 100 collaborateurs intervenant depuis Paris, Knight Frank France est organisée autour de 5 lignes de service : la commercialisation de bureaux et le conseil aux utilisateurs (Occupier & Landlord Strategy and Solutions), l'aménagement d'espaces de travail (Design & Delivery), l'investissement (Capital Markets), le département locatif commerces (Retail Leasing) et l'expertise avec sa filiale Knight Frank Valuation & Advisory.

